



Situation et perspectives de l'économie mondiale

Résumé analytique

2024



**Nations
Unies**

Résumé analytique

Une résilience fragile masque des vulnérabilités et des risques sous-jacents

En 2023, l'économie mondiale s'est montrée plus résiliente que prévu face au resserrement monétaire important et aux incertitudes persistantes sur le plan des politiques publiques partout dans le monde, alors même que de multiples chocs liés aux conflits et aux changements climatiques ont bouleversé la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes et mis encore plus en péril les progrès vers le développement durable. Plusieurs grandes économies développées ont fait preuve d'une résilience remarquable grâce à des marchés du travail solides soutenant les dépenses de consommation en dépit d'un resserrement monétaire marqué. Dans le même temps, l'inflation a progressivement reculé dans la plupart des régions en raison de la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ce qui a permis aux banques centrales de ralentir ou de suspendre les hausses de taux d'intérêt.

Cette apparente résilience masque toutefois des risques à court terme et des vulnérabilités structurelles. Les pressions sous-jacentes sur les prix restent importantes dans de nombreux pays. Une nouvelle intensification des conflits au Moyen-Orient risque de perturber les marchés de l'énergie et de raviver les pressions inflationnistes à l'échelle mondiale. Alors que l'économie mondiale se prépare à subir l'effet

décalé des augmentations substantielles des taux d'intérêt, les banques centrales de grands pays développés ont fait part de leur intention de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé pendant plus longtemps. La perspective d'une période prolongée de hausse des coûts d'emprunt et de durcissement des conditions de crédit présente de sérieuses difficultés pour une économie mondiale qui croule sous les dettes, mais qui a aussi besoin de plus d'investissements, non seulement pour relancer la croissance, mais aussi pour lutter contre les changements climatiques et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. En outre, le durcissement des conditions financières, associé à un risque croissant de fragmentation géopolitique, fait peser des risques de plus en plus importants sur le commerce mondial et la production industrielle.

Dans ce contexte d'incertitudes et de risques persistants, la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial devrait ralentir et passer de 2,7 % en 2023 à 2,4 % en 2024. Elle devrait connaître une légère amélioration et atteindre 2,7 % en 2025, mais restera inférieure au taux de croissance tendancielle de 3,0 % enregistré avant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). L'économie mondiale a certes évité le scénario catastrophe d'une récession en 2023, mais une longue période de faible croissance est à craindre. Les perspectives de croissance pour de nombreux pays en développement, en particulier les pays vulnérables et à faible

revenu, sont restées peu encourageantes, ce qui rend de plus en plus improbable la récupération totale des pertes dues à la pandémie.

Le ralentissement se poursuit dans les économies développées

L'économie des **États-Unis d'Amérique**, la plus importante au monde, a enregistré des résultats remarquables au cours de l'année écoulée, mais la croissance devrait ralentir et passer d'un taux estimé à 2,5 % en 2023 à 1,4 % en 2024. Le dynamisme des dépenses de consommation, dû à la solidité des bilans des ménages et à la résilience des marchés de l'emploi et du logement, a permis d'atteindre des résultats meilleurs que prévu en 2023. Malgré le resserrement monétaire agressif opéré par la Réserve fédérale du pays, le taux de chômage ne s'élevait qu'à 3,7 % au troisième trimestre de 2023. La bonne tenue des prix de l'immobilier a stimulé et maintenu la valeur nette du patrimoine des propriétaires de logement, ce qui a exercé un fort effet de richesse et permis aux ménages d'avoir des niveaux élevés de dépenses. Cette situation pourrait changer rapidement, en particulier si les prix du logement et des actifs chutaient et faisaient baisser la valeur nette du patrimoine des ménages. En 2024, face au recul de l'épargne des ménages, aux taux d'intérêt élevés et au fléchissement progressif du marché du travail, les dépenses de consommation devraient s'affaiblir et l'investissement devrait rester peu dynamique. Bien que la probabilité d'un ralentissement abrupt ait considérablement diminué, l'économie des États-Unis sera exposée à des risques majeurs dus à la détérioration des marchés du travail, de l'immobilier et des capitaux.

L'**Europe** affronte des perspectives économiques difficiles dans un contexte d'inflation prononcée et de taux d'intérêt élevés. Dans l'Union européenne, le PIB ne devrait croître que de 1,2 % en 2024, contre 0,5 % en 2023. La légère reprise devrait être alimentée par une accélération des dépenses de consommation, à mesure que les

pressions sur les prix s'atténuent, que les salaires réels augmentent et que les marchés du travail restent solides. En 2024, les effets continus et décalés du durcissement des conditions financières et le retrait des mesures d'appui budgétaire contrebalanceront en partie les effets positifs de ces grands moteurs de croissance.

La croissance au **Japon** devrait ralentir et tomber à 1,2 % en 2024, contre 1,7 % en 2023, malgré des politiques monétaire et budgétaire accommodantes. La hausse de l'inflation pourrait indiquer la fin de la tendance déflationniste qui a perduré pendant plus de 20 ans. En 2024, le ralentissement de la croissance en Chine et aux États-Unis, principaux partenaires commerciaux du Japon, devrait mettre un frein aux exportations nettes.

Dans la **Communauté d'États indépendants (CEI)**, la croissance économique a dépassé les prévisions, grâce à une croissance plus élevée que prévu en Fédération de Russie, à une reprise modérée en Ukraine après une contraction prononcée en 2022, et à de bons résultats dans le Caucase et en Asie centrale. Le PIB global des pays de la CEI et de la Géorgie a progressé de quelque 3,3 % en 2023 et devrait croître de 2,3 % en 2024. La hausse de l'inflation et la reprise du resserrement monétaire en Fédération de Russie devraient peser sur la croissance de la région en 2024.

Les perspectives de croissance à court terme des pays en développement divergent

En **Chine**, la reprise économique après les confinements dus à la pandémie a été plus progressive que prévu en raison d'obstacles nationaux et internationaux. L'économie s'est redressée au cours du second semestre de 2023, année durant laquelle le taux de croissance a atteint 5,3 %, contre 3,0 % en 2022. La baisse des taux directeurs et des taux hypothécaires et l'augmentation des investissements du secteur public, financée par de nouvelles obligations, ont stimulé la croissance. En 2023, si la consommation a été un moteur important de

la croissance, la confiance des consommateurs est restée hésitante. La faiblesse persistante du secteur immobilier et le fléchissement de la demande extérieure, qui nuisent à la croissance de l'investissement fixe, de la production industrielle et des exportations, entraîneront une baisse modérée de la croissance, qui s'établira à 4,7 % en 2024.

En **Afrique**, la croissance économique devrait rester molle et passer d'une moyenne de 3,3 % en 2023 à 3,5 % en 2024. Le ralentissement de l'économie mondiale, le resserrement des conditions monétaires et budgétaires et les risques élevés liés à la soutenabilité de la dette continueront de peser sur les perspectives de croissance de la région. La crise climatique qui sévit actuellement et les phénomènes météorologiques extrêmes nuiront à la production agricole et au tourisme, et l'instabilité géopolitique continuera d'avoir des répercussions négatives sur plusieurs sous-régions d'Afrique, en particulier le Sahel et l'Afrique du Nord.

Les économies de l'**Asie de l'Est** devraient connaître un fléchissement modéré et voir leur croissance tomber à 4,6 % en 2024, contre 4,9 % en 2023. Dans la plupart des économies, la croissance de la consommation privée devrait rester robuste, notamment grâce à l'atténuation des pressions inflationnistes et au relèvement progressif du marché du travail. La reprise des exportations de services, en particulier du tourisme, a été vigoureuse, mais un ralentissement de la demande mondiale compromettra probablement les exportations de marchandises, qui ont été le principal moteur de la croissance pour de nombreux pays de la région.

Le PIB de l'**Asie du Sud** a augmenté, selon les estimations, de 5,3 % en 2023 et devrait augmenter de 5,2 % en 2024, sous l'effet d'une forte expansion en Inde, qui reste la grande économie connaissant la croissance la plus rapide au monde. En 2024, la croissance de l'Inde devrait s'établir à 6,2 %, soit un peu moins que l'estimation de 6,3 % pour 2023, grâce à une demande intérieure dynamique et à une

croissance notable des secteurs de l'industrie manufacturière et des services. La croissance de plusieurs économies de la région sera soumise à des pressions à la baisse en raison du durcissement des conditions financières et budgétaires, de problèmes de balance des paiements et du retour du phénomène climatique El Niño.

En **Asie de l'Ouest**, le PIB devrait croître de 2,9 % en 2024, contre 1,7 % en 2023. Les prix élevés des importations de denrées alimentaires essentielles continuent d'exercer une pression à la hausse sur l'inflation, qui ne devrait diminuer que progressivement en 2024. En Türkiye, les autorités ont considérablement durci leur politique monétaire afin de juguler l'inflation, ce qui devrait avoir une incidence négative sur la croissance en 2024.

Les perspectives pour l'**Amérique latine et les Caraïbes** restent peu engageantes : la croissance du PIB devrait ralentir et passer de 2,2 % en 2023 à 1,6 % en 2024. En 2023, la croissance a dépassé les attentes grâce à la résilience de la consommation et de l'investissement, à des entrées de capitaux importantes et à une demande extérieure solide. L'inflation recule certes, mais elle reste élevée et les problèmes qui se posent au niveau structurel et au niveau de la politique macroéconomique perdurent. En 2024, le durcissement des conditions financières pèsera sur la demande intérieure, et le ralentissement de la croissance en Chine et aux États-Unis limitera les exportations.

Les **pays les moins avancés** devraient connaître une croissance de 5,0 % en 2024, soit un niveau supérieur aux 4,4 % enregistrés en 2023, mais toujours bien en deçà de l'objectif de croissance de 7,0 % fixé dans les objectifs de développement durable. L'investissement dans ces pays restera modéré. L'instabilité des prix des produits de base, en particulier des métaux, du pétrole et du coton, continue de compromettre les perspectives de croissance, puisque 38 des 46 économies les moins avancées sont tributaires de tels produits. De 46 milliards de dollars en 2021, le service de la dette extérieure devrait avoir atteint environ 60 milliards de dollars en

2023 (quelque 4 % du PIB des pays les moins avancés), ce qui réduit encore la marge de manœuvre budgétaire et limite la capacité des pouvoirs publics de stimuler la reprise et la croissance.

De nombreux **petits États insulaires en développement** ont connu un fort rebond des entrées touristiques en 2023, et les perspectives pour 2024 sont globalement positives. En moyenne, ces pays devraient connaître une croissance de 3,1 % en 2024, contre 2,3 % en 2023. Toutefois, leurs perspectives économiques restent vulnérables aux effets croissants des changements climatiques et aux fluctuations des prix du pétrole, qui ont une incidence directe sur les flux touristiques et les prix à la consommation. En 2024, la croissance économique des **pays en développement sans littoral** devrait s'accélérer et s'établir à 4,7 %, contre 4,4 % en 2023. Plusieurs économies bénéficient d'un renforcement des investissements, y compris des investissements étrangers directs, en particulier dans les infrastructures.

Le marché du travail se redresse de façon inégale

À la suite de la pandémie, le marché mondial de l'emploi s'est redressé rapidement, plus vite qu'après la crise financière de 2008/09. En 2023, les taux de chômage de nombreuses économies étaient tombés en dessous des pourcentages observés avant la pandémie et se sont établis à des niveaux parmi les plus bas jamais enregistrés aux États-Unis et dans plusieurs économies européennes. Ce redressement a toutefois été inégal, en particulier parmi les économies en développement. Le Brésil, la Chine et la Türkiye ont vu leurs taux de chômage reculer, mais de nombreux pays en développement, en particulier en Asie de l'Ouest et en Afrique, ont dû faire face à des taux élevés. Dans la plupart des économies, la croissance des salaires n'a pas réussi à compenser les effets de l'inflation et a accentué la hausse du coût de la vie. Le marché du travail des pays en développement a continué de se heurter aux problèmes persistants que

sont l'emploi informel, les disparités de genre et le taux élevé de chômage des jeunes. En 2024, nombre de ces pays connaîtront probablement une détérioration des conditions du marché du travail dans un contexte de faibles perspectives, l'effet décalé du resserrement monétaire se faisant sentir sur l'emploi.

L'inflation mondiale est en baisse, mais l'inflation des prix alimentaires peut aggraver l'insécurité alimentaire et la pauvreté

Après s'être emballée pendant deux ans, l'inflation mondiale s'est ralentie en 2023, mais est restée supérieure à la moyenne de la période 2010-2019. De 8,1 % en 2022, soit la valeur la plus élevée depuis près de 30 ans, l'inflation globale est passée à 5,7 % en 2023, selon les estimations. En 2024, elle devrait tomber à 3,9 % en raison d'une nouvelle modération des prix internationaux des produits de base et de l'affaiblissement de la demande dans un contexte de resserrement monétaire. Les économies développées ont connu une décélération prononcée de l'inflation, bien que les taux d'inflation de base restent relativement élevés, sous l'effet de la hausse des prix des services et des tensions sur les marchés du travail. Dans la plupart des pays en développement, l'inflation a atteint son maximum en 2023 et devrait continuer à reculer en 2024.

Malgré ces évolutions prometteuses, les prix alimentaires ont montré des signes de hausse au second semestre de 2023, en particulier en Afrique, en Asie du Sud et en Asie de l'Ouest, en raison d'une répercussion limitée des prix internationaux sur les prix locaux, de la faiblesse des monnaies locales et des chocs liés au climat.

Dans les pays en développement, les prix alimentaires élevés ont été un facteur important d'insécurité alimentaire, tout particulièrement pour les ménages les plus pauvres, qui consacrent une part plus grande de leur revenu à l'alimentation. On estime que 238 millions

de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2023, soit 21,6 millions de plus que l'année précédente. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables. La tendance inflationniste dans les pays en développement a également aggravé la pauvreté et ainsi annulé certains des progrès durement acquis en matière de réduction de la pauvreté. Dans les pays à faible revenu, en particulier en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, les taux de pauvreté sont restés bien supérieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie.

Alors que l'inflation globale a amorcé un recul, les politiques monétaires des différents pays ont commencé à diverger. Pas moins de 28 des 130 banques centrales ont abaissé leurs taux d'intérêt directeurs au cours des 10 premiers mois de 2023. Toutefois, à l'échelle mondiale, la politique monétaire reste largement restrictive. En 2023, la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque centrale européenne ont continué de relever les taux d'intérêt, bien qu'à un rythme plus lent, face à une inflation de base toujours supérieure à l'objectif fixé. Les banques centrales des grands pays développés devraient maintenir les taux à un niveau plus élevé pendant plus longtemps, car la croissance des salaires nominaux laisse présager des effets de second tour et la montée des tensions géopolitiques pourrait créer de nouvelles pressions inflationnistes.

Le resserrement quantitatif remplace l'assouplissement quantitatif

En plus d'augmenter les taux d'intérêt, les banques centrales des grands pays développés (à l'exception de la Banque du Japon) ont commencé en 2022 à réduire les actifs détenus dans leur bilan, un processus connu sous le nom de resserrement quantitatif, et ont accéléré le rythme en 2023 afin de réduire l'excédent de liquidités. Depuis la crise financière mondiale de 2008, l'assouplissement quantitatif, à savoir l'achat d'actifs financiers par les banques centrales, est resté un outil clé de la politique monétaire pour stimuler l'investissement et

la croissance et assurer la stabilité financière. Pendant la pandémie, les autorités monétaires ont eu recours à l'assouplissement quantitatif pour injecter des liquidités et stabiliser les marchés financiers. De nombreuses banques centrales de pays en développement ont procédé à un assouplissement quantitatif pour la première fois au moment de la pandémie. Toutefois, la persistance des pressions inflationnistes au second semestre de 2021 a obligé la plupart des banques centrales des pays développés à réduire le volume de leurs bilans afin de diminuer les liquidités et de juguler ces pressions.

La mise en place du resserrement quantitatif a posé des problèmes notables, notamment des risques d'instabilité financière et des préoccupations d'ordre budgétaire. Les tensions sur le marché des obligations d'État au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en septembre 2022 et les perturbations du secteur bancaire aux États-Unis en mars 2023 ont respectivement contraint la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale à repenser et à recalibrer les stratégies de mise en œuvre du resserrement quantitatif. Bien que le resserrement quantitatif ait contribué au durcissement des conditions financières, l'incidence sur les rendements obligataires à long terme a été moins prononcée, étant donné que le resserrement quantitatif est mis en place plus progressivement que l'assouplissement quantitatif, qui a généralement été effectué relativement vite pour éviter les crises financières.

L'augmentation des coûts d'emprunt accentuera les risques liés à la soutenabilité de la dette auxquels sont exposés les pays en développement

Le resserrement monétaire (y compris le resserrement quantitatif) opéré par les banques centrales des grands pays développés aura des retombées considérables sur les pays

en développement. Bien que les conditions financières internationales soient restées modérément favorables dans un contexte de hausse du cours des actions et de faible instabilité, en particulier au premier semestre de 2023, de nombreux pays en développement se heurtent toujours à des coûts d'emprunt élevés, à un accès limité aux marchés internationaux des capitaux et à une dépréciation des taux de change. Au cours des six mois qui ont suivi l'arrêt des achats nets d'actifs par la Réserve fédérale des États-Unis en mars 2022, les monnaies des économies émergentes se sont collectivement dépréciées d'environ 9 % par rapport au dollar des États-Unis.

L'augmentation des coûts d'emprunt et la dépréciation des monnaies ont aggravé les risques liés à la soutenabilité de la dette dans de nombreux pays en développement. Pendant la période qui a suivi la pandémie, les recettes budgétaires ont stagné, voire diminué, alors que la charge du service de la dette a continué de croître, en particulier dans les pays en développement dont la dette libellée en dollars des États-Unis ou en euros est plus élevée, face à la hausse des taux d'intérêt. Cette situation est particulièrement préoccupante à l'heure où les économies en développement ont besoin de financements extérieurs supplémentaires pour stimuler l'investissement et la croissance, gérer les risques qui découlent des changements climatiques et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

Les pays les moins avancés ont connu une chute de l'aide publique au développement (APD), ce qui a aggravé le manque de financement. En Afrique subsaharienne, en 2022, cette aide a reculé de près de 8 %, alors même que les flux mondiaux d'APD ont atteint un niveau record. L'appui financier prêté par les pays développés à l'Ukraine explique en grande partie la forte augmentation de l'APD constatée en 2022. Une nouvelle réduction des apports d'APD aux pays les moins avancés risquerait d'annuler certains des progrès accomplis par ces pays en matière de développement au cours des dernières décennies.

Les tendances mondiales en matière d'investissement resteront faibles

La croissance de l'investissement mondial devrait rester modérée. En 2023, la formation brute réelle de capital fixe a crû d'environ 1,9 %, contre 3,3 % en 2022, et était bien en deçà du taux de croissance moyen de 4,0 % enregistré pendant la période 2011-2019. Les économies développées et en développement ont connu un ralentissement de la croissance des investissements avant même le début de la pandémie. La politique monétaire très souple adoptée à la suite de la crise financière mondiale (et l'excédent de liquidités produit par l'assouplissement quantitatif) n'a pas entraîné une augmentation de l'investissement. Le contexte actuel de hausse des coûts d'emprunt et d'incertitudes économiques pèsera également sur la croissance de l'investissement. L'investissement résidentiel s'est considérablement affaibli dans les économies développées, en particulier aux États-Unis. Parmi les régions en développement, l'Afrique, l'Asie de l'Ouest, l'Amérique latine et les Caraïbes continuent de se heurter à des coûts d'emprunt importants et à d'autres problèmes qui entravent la croissance des investissements. Les perspectives d'investissement en Chine sont freinées par un secteur immobilier en difficulté, bien que les investissements publics dans l'infrastructure compensent en partie le manque d'investissements privés. En revanche, en 2023, l'Inde a enregistré de bons résultats en matière d'investissement grâce aux projets publics d'infrastructure et aux investissements multinationaux.

En 2023, l'investissement mondial dans le secteur de l'énergie a augmenté plus rapidement que l'investissement total. On remarquera en particulier que les investissements dans les énergies propres ont progressé pour la troisième année consécutive depuis la pandémie. Cette progression n'était toutefois pas assez rapide pour permettre aux pays d'atteindre l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes d'ici 2050. Le manque d'investissement dans les énergies renouvelables reste colossal, en particulier en dehors des économies développées et de la

Chine. En parallèle, les investissements dans les combustibles fossiles ont crû et dépassé en 2022 et en 2023 les niveaux enregistrés avant la pandémie.

La contribution du commerce international à la croissance s'essouffle

En 2023, la croissance du commerce mondial s'est considérablement affaiblie pour tomber à un taux estimé à 0,6 %, soit une chute brutale par rapport au taux de 5,7 % enregistré en 2022. Elle devrait remonter à 2,4 % en 2024, ce qui reste un niveau inférieur aux 3,2 % enregistrés avant la pandémie. Ce ralentissement est attribué à un recul du commerce de marchandises. En revanche, le commerce des services, en particulier le tourisme et les transports, a continué de se redresser. L'évolution des dépenses de consommation au détriment des biens et au profit des services, le resserrement monétaire, la vigueur du dollar des États-Unis et les tensions géopolitiques ont freiné les échanges mondiaux. Les exportations des économies en développement ont subi des revers, en raison de la baisse de la demande des pays développés et de conditions financières qui ont restreint le financement du commerce. Sur une note plus encourageante, le tourisme international a montré des signes de reprise solide, en particulier en Asie de l'Est et en Asie de l'Ouest, et devrait revenir aux niveaux d'avant la pandémie d'ici 2024. Les relations commerciales internationales ont de plus en plus tendance à se modifier, puisque les pays cherchent à s'approvisionner plus près de chez eux ou à partir de sources plus résilientes.

Les banques centrales doivent trouver un équilibre délicat entre inflation, croissance et stabilité financière

En 2024, les banques centrales du monde entier devraient continuer à devoir trouver un équilibre délicat et des compromis difficiles alors qu'elles

s'efforcent de gérer l'inflation, de relancer la croissance et d'assurer la stabilité financière. Les incertitudes relatives aux politiques – en particulier celles qui entourent l'orientation et la durée du resserrement monétaire de la Réserve fédérale des États-Unis et de la Banque centrale européenne – pèsent lourdement sur l'économie réelle et les marchés financiers. Il convient de noter que l'effet du resserrement monétaire, y compris du resserrement quantitatif qui s'opère actuellement, ne s'est pas encore fait pleinement ressentir en raison de décalages importants et variables au niveau de la transmission monétaire. Les banques centrales des économies en développement rencontreront des difficultés supplémentaires, à savoir des problèmes de balance des paiements de plus en plus préoccupants et les risques liés à la soutenabilité de la dette.

Les banques centrales des pays en développement devront recourir à un large éventail d'outils, dont la gestion des flux de capitaux, des politiques macroprudentielles et la gestion des taux de change, pour réduire autant que possible les répercussions négatives du resserrement monétaire effectué par les économies développées. La mise en place de ces politiques à titre préventif pourrait contribuer à contrer les effets négatifs et accroître la souplesse des mesures relevant de la politique monétaire de façon à donner la priorité à la croissance et à l'emploi plutôt qu'à la stabilité financière. Les pays en développement doivent renforcer leurs capacités techniques et institutionnelles en se concentrant sur des priorités telles que la collecte de données économiques et financières en temps opportun et l'amélioration des moyens de supervision, afin de se préparer à l'application des politiques. Un ensemble d'indicateurs d'alerte rapide et de modèles de risque pays peuvent aider les autorités monétaires à repérer les risques et les vulnérabilités internes et externes. En outre, la mise en œuvre de politiques budgétaires, notamment l'adoption de mesures budgétaires prudentes et la création de fonds souverains de stabilisation, peut permettre de se prémunir contre les chocs économiques externes.

En 2024, un nombre croissant de banques centrales devraient s'orienter vers un assouplissement monétaire pour soutenir la demande globale, mais leurs choix stratégiques dépendront en grande partie des mesures prises par la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque centrale européenne. Les banques centrales doivent renforcer la coopération ou la coordination internationale en matière de politique monétaire en vue d'éviter autant que possible que les mesures prises par les banques centrales des grands pays développés aient des retombées sur d'autres acteurs, même si cette coopération peut se révéler extrêmement difficile. Il est possible d'améliorer la communication entre les autorités monétaires du monde entier grâce à l'adoption par les banques centrales des pays développés de stratégies de communication claires, transparentes et solides qui se fondent sur une vision transfrontière. Les banques centrales doivent également renforcer leur collaboration pour ce qui est de la surveillance et du maintien de la stabilité financière, notamment en cernant et en gérant les risques financiers liés aux changements climatiques.

La marge de manœuvre budgétaire se réduit face à la hausse des taux d'intérêt et au durcissement des conditions de liquidité

Les pays ont pris rapidement des mesures budgétaires ambitieuses en réponse à la crise causée par la pandémie et afin de stimuler la reprise. Les gouvernements du monde entier se sont également appuyés sur la politique budgétaire pour faire face à la hausse des prix alimentaires et aux risques d'insécurité alimentaire résultant de la guerre en Ukraine. Les fortes hausses des taux d'intérêt constatées depuis le premier trimestre de 2022 et le durcissement des conditions de liquidité ont eu une incidence négative sur les soldes budgétaires, ce qui a ravivé les inquiétudes concernant les déficits budgétaires et la

soutenabilité de la dette. La marge de manœuvre budgétaire reste très limitée, en particulier dans les pays en développement; pour nombre d'entre eux, le manque de volant budgétaire présente des risques particuliers, car il limite leur capacité d'investir dans le développement durable et de réagir à de nouveaux chocs. En 2022, plus de 50 économies en développement ont consacré plus de 10 % de leurs recettes publiques aux paiements d'intérêts, et 25 pays plus de 20 %. Les marchés s'attendent à ce que les taux d'intérêt des grandes économies restent plus élevés pendant plus longtemps que prévu, ce qui a entraîné une nouvelle hausse des rendements des obligations garanties et donc accru la pression sur les soldes budgétaires. À moyen terme, les perspectives de croissance modérées, ainsi que la nécessité d'investir davantage dans l'éducation, la santé et les infrastructures, exerceront une pression sur les budgets publics et aggraveront les vulnérabilités budgétaires.

Dans les pays en développement dont la situation budgétaire est moins vulnérable, il sera crucial que les pouvoirs publics évitent un assainissement des finances publiques qui serait contre-productif. Nombre de ces économies devront augmenter leurs recettes budgétaires pour accroître leur marge de manœuvre budgétaire. À court terme, l'utilisation croissante des technologies numériques peut aider les pays en développement à réduire l'évasion et la fraude fiscales. À moyen terme, les gouvernements devront augmenter leurs recettes grâce à des écotaxes et à des impôts sur le revenu et le patrimoine plus progressifs. De nombreuses économies doivent également améliorer l'efficacité des dépenses budgétaires et des subventions et mieux cibler les programmes de protection sociale.

Les pays à faible revenu, ainsi que les pays à revenu intermédiaire dont la situation budgétaire est vulnérable, auront besoin de mesures d'allègement et de restructuration de la dette pour éviter des crises de la dette qui seraient dévastatrices et des cycles prolongés d'investissements faibles, de croissance lente et de charge élevée du service de la dette.

La politique industrielle est mise au service du développement durable

La politique industrielle, de plus en plus considérée comme essentielle pour favoriser les modifications structurelles et faciliter la transition écologique, est en train d'être redynamisée et transformée. Ce changement vise à remédier aux défaillances du marché et à aligner l'innovation sur des objectifs de développement plus généraux. Les politiques en faveur de l'innovation évoluent également et suivent des approches plus ambitieuses, plus systémiques et plus stratégiques. Les pouvoirs publics mettent en place des objectifs précis, des mesures d'incitation et des conditions pour promouvoir les technologies souhaitables sur les plans social et écologique. Dans l'ensemble, les politiques en faveur de l'innovation dénotent une plus grande orientation stratégique.

La pandémie de COVID-19 et les tensions géopolitiques ont souligné l'importance de la résilience nationale, ce qui a conduit des pays et des régions comme la Chine, les États-Unis et l'Union européenne à investir massivement dans les secteurs de la technologie de pointe et de l'énergie verte. Toutefois, les circonstances varient d'un pays à l'autre. Les économies développées et plusieurs grandes économies en développement comme la Chine investissent des sommes sans précédent dans la recherche et le développement et dans des secteurs ciblés, tandis que de nombreuses économies en développement, limitées par le manque de marge de manœuvre budgétaire et des difficultés structurelles, continuent de se heurter à des obstacles s'agissant de financer des politiques industrielles et des politiques d'innovation. Cette fracture technologique de plus en plus marquée pourrait rendre encore plus difficiles pour les pays en développement le renforcement de leurs capacités de production et la réalisation des objectifs de développement durable.

Le renforcement du multilatéralisme accélérera la réalisation des objectifs de développement durable

À mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le monde reste vulnérable aux bouleversements, notamment à une crise climatique qui prend rapidement de l'ampleur et à l'intensification des conflits. Dans la mesure où il est urgent et impératif de parvenir à un développement durable, une coopération mondiale étroite est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. L'Organisation des Nations Unies demeure à l'avant-garde de l'action visant à redynamiser un multilatéralisme efficace. Les participants au forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices de l'Assemblée générale en septembre 2023, ont adopté une déclaration politique visant à accélérer l'exécution du Programme 2030 grâce à un ensemble de mesures, notamment : faire progresser le plan de relance des objectifs de développement durable lancé par le Secrétaire général; combler les fossés en matière de science, de technologie et d'innovation; accroître l'ambition collective concernant l'action climatique. Le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre 2024, donnera aux différentes parties prenantes l'occasion de discuter des réformes nécessaires en vue de formuler des «solutions multilatérales pour un avenir meilleur».

Dans le contexte du présent rapport, certaines des priorités fondamentales de la communauté internationale – en vue de stimuler la croissance, mais aussi d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable – sont notamment : revitaliser le système commercial multilatéral; réformer le financement du développement et l'architecture financière mondiale et s'attaquer aux problèmes de soutenabilité de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire; augmenter considérablement le financement de l'action climatique.

Le ralentissement prolongé du commerce mondial, qui traduit en partie le scepticisme croissant de certains pays à l'égard des avantages de la mondialisation, souligne qu'il faut réformer le système commercial multilatéral. Alors que les questions de gouvernance interne ne sont pas résolues et que de nouveaux problèmes externes apparaissent, le système commercial multilatéral qui opère sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) continue de faire face à des défis importants. Le maintien d'un système commercial fondé sur des règles, inclusif et transparent reste essentiel pour stimuler le commerce mondial et encourager le développement durable, y compris la transition énergétique. Des réformes doivent être adoptées de toute urgence pour que l'OMC puisse résoudre les désaccords entre les pays membres, accélérer les progrès en ce qui concerne les accords commerciaux mondiaux et relever de nouveaux défis, notamment l'application de plus en plus fréquente de restrictions au commerce.

La résolution des problèmes de financement international et de soutenabilité de la dette est indispensable pour concrétiser les objectifs de développement durable, alléger les contraintes financières, réduire le surendettement et augmenter le volume des flux de financement vers les économies en développement. Dans son plan de relance des objectifs de développement durable, le Secrétaire général de l'ONU décrit les réformes urgentes à appliquer au système financier international et préconise une augmentation d'au moins 500 milliards de dollars par an des investissements dans les objectifs en question. À l'heure actuelle, les progrès en matière de financement du développement durable restent très lents et fragmentés. Face au surendettement de nombreux pays en développement, il faut d'urgence mettre en place une coopération internationale plus efficace pour restructurer la dette et surmonter les problèmes de refinancement. La table ronde mondiale sur la dette souveraine, créée en février 2023, vise à faciliter la collaboration entre les parties prenantes et à favoriser la coordination, le partage d'informations et la transparence. Des mesures sont prises pour améliorer les

clauses contractuelles, de façon à prévenir et à résoudre plus efficacement les problèmes de surendettement et les crises. Il faut mettre en place des initiatives multilatérales plus solides et plus efficaces qui clarifient les étapes et les calendriers des processus, prévoient l'octroi de moratoires de la dette pendant les négociations et donnent de meilleurs moyens de garantir l'adhésion au principe de « comparabilité du traitement » entre les différents créanciers.

Il est primordial d'augmenter le financement de l'action climatique si l'on veut atteindre l'objectif de développement durable no 13, qui a pour ambition d'exhorter les pays à lutter contre les changements climatiques et leurs effets. On estime que 150 000 milliards de dollars d'investissements devront être réalisés d'ici 2050 dans les technologies et les infrastructures de transition énergétique, et que 5 300 milliards de dollars seront requis chaque année rien que pour transformer le secteur énergétique mondial. Toutefois, le financement de l'action climatique reste bien en deçà du niveau d'investissement vert requis pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, comme le prévoit l'Accord de Paris conclu en 2015. L'engagement pris par les pays développés de fournir 100 milliards de dollars de financement annuel en faveur du climat d'ici 2020 n'a jamais été pleinement respecté, sachant que le financement ne s'élevait qu'à 89,6 milliards de dollars en 2021. Le fonctionnement effectif du fonds pour les pertes et les préjudices, officiellement adopté lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), et l'augmentation des engagements de financement pris dans le cadre de ce fonds seront essentiels pour aider les pays vulnérables à faire face aux conséquences des catastrophes climatiques. La réduction des subventions en faveur des combustibles fossiles, le renforcement du rôle des banques multilatérales de développement dans le financement de l'action climatique et la promotion du transfert de technologies sont impératifs pour renforcer l'action climatique dans le monde entier.

Pour plus d'informations
www.un.org/en/desa



**Nations
Unies**

Département des
affaires économiques
et sociales